

Sommaire

Préambule	13
La réforme de la Constitution.....	14
La restructuration des ministères.....	15
Les projets du Gouvernement.....	16
 Chapitre 1 : Réforme de la Constitution.....	 19
Les élections.....	20
Les mandats.....	21
11 grandes régions autonomes.....	23
 Chapitre 2 : Restructuration des Ministères	 27
13 Ministères et totale parité	27
Vers une bonne gouvernance.....	29
L'exemple de la décentralisation.....	30
La garantie de l'application des mesures.....	32
 Chapitre 3 : 29 nouveaux projets	 35
Projets du Ministère de la Défense	35
Projet 1 : la fin de l'ingérence militaire en Afrique	35
Projet 2 : le service militaire utile	37
Projets du Ministère des Affaires Etrangères	38
Projet 3 : la bimmigration équitable.....	38
Projet 4 : l'indépendance des DOM-TOM	39

Projets du Ministère de l'Economie et des Finances.....	40
Projet 5 : l'équité devant l'impôt aux particuliers	40
Projet 6 : la TVA unique	41
Projet 7 : la simplification des charges sociales et la diminution des charges salariales.....	41
Projet 8 : un rééquilibrage logique entre charges patronales et IS	42
Projet 9 : la transparence dans la gestion du budget de l'Etat	43
Projets du Ministère de l'Enseignement	43
Projet 10 : une meilleure cohérence entre orientation et embauche.....	43
Projet 11 : une meilleure prise en compte de la diversité d'origine des jeunes.....	45
Projets du Ministère de l'Urbanisme	46
Projet 12 : la réduction de la pollution liée au transport.....	46
Projet 13 : la réduction de la pollution liée aux bâtiments.....	47
Projet 14 : un urbain plus humain.....	48
Projet 15 : la réduction de la délinquance des plus jeunes.....	49
Projets du Ministère de l'Agriculture.....	50
Projet 16 : la réduction de la pollution agricole et alimentaire	50
Projet 17 : la transparence agricole.....	51
Projets du Ministre du Service Public.....	52
Projet 18 : la réduction du chômage par la simplification administrative	52
Projet 19 : la privatisation des chaînes de Télévision	53
Projet 20 : des solutions aux problèmes des banlieues	53

Projets du Ministère de la Santé	55
Projet 21 : la suppression des polluants domestiques	55
Projet 22 : à compétence égale, salaire égal ...	56
Projets du Ministère de l'Industrie	56
Projet 23 : la privatisation dans l'industrie.....	56
Projet 24 : un département en développement durable	57
Projets du Ministère de la Justice	58
Projet 25 : la simplification des procédures de justice	58
Projet 26 : les mineurs et la prisons.....	58
Projet 27 : la surpopulation carcérale.....	59
Projets du BCI	60
Projet 28 : l'arrêt définitif des malversations administratives	60
Projet 29 : anticiper sur tout changement climatique	60
Conclusion	63
Tableau 1 : Planning et budgets des projets.	67

Préambule

Cette proposition de programme part d'un constat de politique en France. Les Français assistent depuis des années à des manœuvres politiques, en actes ou en paroles, alors qu'ils attendent plus d'actions concrètes et efficaces. La recherche du pouvoir pour le pouvoir est trop flagrante et anime tous les partis politiques aussi bien que les partenaires sociaux.

Il est temps aujourd'hui de proposer des actions qui engagent la France dans une voie résolument claire tournée vers l'avenir.

Pour cela, trois préalables s'imposent : la réforme de la Constitution, la restructuration des ministères et la définition dans chacun des ministères de projets concrets, transparents, expliqués, planifiés et budgétisés. Toutefois, nous savons aussi, par expérience, que ces mesures ne seront réellement appliquées qu'à la condition que soit mis en place un contrôle profond et continu de l'avancement de chacun de ces projets. La non application des mesures et des lois et le relâchement dans nos actes, pour diverses raisons, font malheureusement partie de notre patrimoine.

La réforme de la Constitution

Cette réforme est un préalable nécessaire pour redonner aux Français l'intérêt de leur politique et la confiance dans ses représentants. La réforme de la Constitution devrait permettre de résoudre plusieurs dysfonctionnements qui sont autant d'entraves à un fonctionnement optimum du pays : réduire le nombre d'élections au suffrage universel qui brouille le choix des français, alourdit la conduite du pays, annihile les bonnes décisions ; faire des élections en un tour pour responsabiliser les Français devant leur choix et mettre le Président élu face à ses responsabilités devant la réalité de sa légitimité ; raccourcir et limiter la durée des mandats qui empêche toute souplesse et toute réactivité dans les nécessaires adaptations et grandes mutations que connaissent le pays, l'Europe et le monde ; décentraliser certaines décisions de gestion du pays afin de responsabiliser les régions, leur permettre d'adapter la politique générale à certaines spécificités locales et surtout, les mettre en concurrence ce qui favorisera l'émulation régionale. Cela permettra par ailleurs de ne pas faire porter toute la responsabilité au gouvernement, car beaucoup de décisions ne peuvent être prises, installées et suivies, pour être efficaces, que par les régions.

La restructuration des ministères

Trop de ministères dilue les responsabilités, augmente les charges de fonctionnement et, surtout, est un obstacle à la compréhension des actions et à leur transparence. Plusieurs domaines connexes doivent être regroupés – *l'urbanisme, le logement, le transport, l'équipement, l'aménagement du territoire, le tourisme, ...* Ils ont la même vocation. Pour l'exemple cité, il s'agit de la meilleure intégration possible pour l'individu dans son environnement. D'autres domaines sont trop vastes et trop différents pour être regroupés sous la responsabilité d'un seul ministère – *la Recherche*. Ce regroupement là nuit à la décision, à l'action et à la transparence. Chacun des axes de recherche – *médecine, agriculture, industrie, ...* –, n'avance pas avec le même élan, le même budget, les mêmes enjeux. La restructuration devra réellement prendre en compte la parité et faciliter le choix d'hommes et de femmes issus du monde des entreprises : les énarques et les avocats ont une certaine idée de la politique, les chefs d'entreprises, rompus à la gestion, en ont une autre ; les femmes ont une facilité naturelle, une sensibilité et une rigueur dans des domaines privilégiés – *éducation, santé, finance, ...* – que n'ont pas toujours les hommes et sont peut-être plus à même de gérer avec plus d'efficacité ces activités. Le point de vue des minorités – *ethniques, handicapés* – est également à prendre en compte pour plus d'humanité dans notre pays.

Enfin, une bonne restructuration ne pourra être accomplie que si en retour sont mises en place au niveau national des actions de contrôle et de sanction qui garantiront l'efficacité des mesures décidées.

Les projets du Gouvernement

Chaque ministère doit proposer des projets concrets, budgétisés et planifiés. Ces projets ont deux vocations principales. La première est de participer à résoudre des difficultés récurrentes de tout genre qui entravent le quotidien du pays depuis des années – *clandestinités, délinquance, simplification des démarches administratives et traitement de leur corollaire* (malversations dans les aides sociales), *simplifications des procédures judiciaires et traitement de leur corollaire* (jugements inefficaces), *suppressions des problèmes inhérents aux grandes villes* (circulation, bruit, manque d'espaces verts, isolement), *relations ambiguës avec certains pays étrangers*.

La deuxième vocation est de relancer l'économie française par différentes mesures devenues urgentes – *rendre les impôts des particuliers équitables, diminuer les charges des entreprises, privatiser, ...*

Aujourd'hui, sur ce volet de l'économie, un élément nouveau s'impose dans les stratégies de développement de tout pays : le développement durable. Pour que notre économie intègre cet élément encore nouveau pour nous mais vital